



mplo

OCTOBRE 1990

No 4 - 5 F

Le terme ethnographie porte à confusion et mérite une redéfinition. Héritière du courant sociologique qualitative et d'ethnologie «exotique», l'ethnographie contemporaine porte un regard original sur les phénomènes sociaux.

En effet, ces derniers ne sont plus réifiés mais considérés comme le produit d'actions et d'interactions humaines contex-

des expériences à partir de cette logique dans le domaine de la prévention du S. I.D.A chez les populations toxicomanes, ont illustré la pertinence de cette assertion. La connaissance détaillée des manières d'agir et de penser d'un groupe de toxicomanes, implanté dans un quartier de Chicago avait permis de construire une stratégie de prévention adaptée à la situation locale.

Photo

ETHNOGRAPHIE

du social

tualisées. Contrairement à la sociologie classique qui pour des raisons d'objectivité scientifique, prend des distances avec son objet, l'ethnographie tente à se rapprocher de son objet de recherche. La méthode de l'observation participante est utilisée préférentiellement avec des techniques d'investigation (observation, entretiens approfondis, récits de vie, conversations ethnographiques, documents officiels, personnels, journaux de recherche). L'ethnographie s'intéresse à l'ensemble du social en production et plus particulièrement aux phénomènes observables, c'est-à-dire, aux actions qui ne présentent pas un caractère d'intelligibilité immédiate. Des intervenants sociaux quant à eux, ont et se donnent pour mission de favoriser la transformation de situations estimées (par les décideurs sociaux et ou eux-mêmes) ou vécues (par des segments de la population) comme difficiles. A bien y regarder, l'intervention sociale et l'ethnographie ont fréquemment l'occasion de se préoccuper d'objets communs.

L'un regarde et tente de comprendre les processus de productions sociales, l'autre prétend les changer ou les transformer, Pour de multiples raisons que nous n'analyserons pas ici, et malgré l'existence de préoccupations communes, les relations entre les deux «ethnies» restent en règle générale profondes.

Lors d'un colloque récent de l'I.R.E.P., S. INGOLD, soulignait le bien fondé d'une assertion célèbre; «connaître pour mieux agir», Plusieurs intervenants présentant

Ceci ne constitue qu'un exemple parmi d'autres qui justifie la nécessité de repenser les rapports existants.

D'une manière générale, les deux «ethnies» auraient sans nul doute des intérêts réciproques à reconsidérer leur relation du moins est-ce l'option du laboratoire d'ethnographie qui vient d'être créée par un certain nombre de chercheurs/enseignants à l'Université de Paris VII*.

Il est à noter que cette option tente à renouer avec les courants fondateurs de l'ethnographie contemporaine. En effet, et à titre d'exemple l'Ecole de Chicago qui formait des sociologues et des travailleurs sociaux tout au moins durant sa première période (fin du 19ème/début du 20ème siècle) a développé l'ethnographie urbaine dans la perspective de dépasser les difficultés auxquelles était confrontée la cité urbaine de Chicago (insertion et intégration des nouveaux migrants, problèmes de délinquance, etc...)**.

Mehdi FARZAD
Jean Jaques DELUCHEY
membres du laboratoire d'ethnographie à Paris VII

(*) L'Université de Paris VII, Institut d'ethnologie, 10 Rue Charles V, 75004 Paris

(**) Le département de sociologie de l'Université de Chicago, connu sous le nom de l'Ecole de Chicago

EDITORIAL

A Neuilly sur Marne un jeune beur se fait descendre froidement par un tireur fou, à Vaulx en Velin ce sont des centaines de jeunes qui se révoltent contre la répression policière après la mort d'un de leur copain.

Des lycéens descendent dans la rue et protestent contre la dégradation de leurs lycées, l'insécurité, les manques de budgets, les sureffectifs, le manque de professeurs et de surveillants.

Les politiques de Développement Social des Quartiers mises en place depuis une dizaine d'années n'ont pas résolu les problèmes de fond des banlieues: Ségrégation urbaine, chômage, échec scolaire, racisme et urbanisme non adapté.

Quand arrivera t'on à comprendre qu'il ne s'agit pas seulement d'améliorer des bâtiments pour rendre les hommes plus heureux et que la démocratie doit être à la base des politiques de réhabilitation.

D'autre part la reconnaissance culturelle des minorités ethniques s'avère de plus en plus urgente, afin de mettre en place des lois progressistes pour le développement d'une nouvelle citoyenneté et d'éviter la «ghettoisation».

Au niveau des salariés, plusieurs grèves se développent et notamment dans les CPAM (Caisses primaires d'assurances maladie) pour des revendications salariales et la défense des acquis de la Sécurité Sociale.

Dans le secteur social, la crise s'approfondit de jour en jour et touche tous les secteurs; aussi bien au niveau financier qu'au niveau du recrutement en personnel.

Il n'y a rien de pire que le repli sur soi et l'amertume pour des professionnels car ensuite cela se traduit souvent par un désinvestissement important au niveau syndical et associatif puis cela se poursuit par une abstention massive aux élections.

Alors que depuis deux mois, l'actualité se polarise sur le Golfe et que des sommes vertigineuses sont dépensées chaque jour pour le déploiement de l'armada militaire: les bidasses quant à eux n'étant pas des chameaux, l'adaptation coûte chère; surtout avec un masque à gaz en plus.

Ces révoltes de jeunes et les revendications de nombreux salariés viennent interpellé de plein fouet le gouvernement qui avait promis pourtant un effort au niveau social.

Seules la mise en place de politiques économiques et sociales novatrices peuvent amorcer un réel changement et éviter la mise en place d'une société où les exclus de la croissance deviennent de plus en plus nombreux et où une majorité de salariés voient leur situation socio-économique stagner ou régresser.

Raymond CURIE

REVOLTE

Vaulx en Velin

la fin d'une époque

Une violence peut en cacher bien d'autres. L'apartheid en est une des formes les mieux huilées. Aujourd'hui encore dans les quartiers de ce pays une étrange arithmétique semble prévaloir. Droit de vote, accès au logement, à l'embauche, face aux tribunaux: deux noires valent une blanche. «Thomas est le 3e mort en six mois et le 14e en dix ans à Vaulx» (1).

Vaulx en Velin restera dans la conscience collective. Quoi qu'on en dise, il y aura l'avant et l'après week-end du 6-7 octobre 1990. Les circonstances qui déclenchèrent la révolte, nous les connaissons tous (2). Il est facile de reconnaître sous sa grossièreté caricaturale la violence dont font usage certains membres de la police: vexation, humiliation, passage à tabac et enfin «bavures» sanglantes. Représentant les plus proches et parfois les seuls identifiables de l'ordre social, les «keufs» focalisent la haine. Mais il existe des violences plus étendues, moins définissables mais tout aussi présentes: une oppression qui ne dit pas son nom, caractérisée par une dépossession systématique de tout les éléments qui contribuent à la conscience d'exister et d'agir.

LE DETOURNEMENT

Quelques tentatives habituelles essayèrent d'infiltrer le mot «manipulation» (3). Procédure classique pour minimiser la portée de tous mouvements d'appropriation collective et réduire ses acteurs à de simples figurants en les destituant du droit et dernière ressource à s'exprimer (4). Mais la rapidité et la force des faits constatées s'imposa à tous comme une révolte pure et simple. Révolte qui semble actuellement rester, pour une frange de la population, la seule forme de mobilisation collective face à l'effondrement des relais habituels de concertation, d'expression, de participation et de régulation des conflits (syndicats, partis, institutions...).

Bien que marginale, l'attitude du «détournement» mérite d'être décrite dans sa volonté d'enlever jusqu'à la dignité des personnes. Elle est significative d'un mouvement plus large cherchant uniquement un lien de cause à effet linéaire qui renverse le sens des situations. L'agressé devient agresseur, le bourreau, victime: C'est le «bon père de famille excédé victime du bruit et du surpeuplement» qui tue le jeune dans une cité de Neuilly sur Marne. C'est le brave chauffeur de taxi, «par peur, par douleur et par rage» après avoir reçu un jet de bombe qui tue le jeune qui n'a pas payé sa course.

Le «détournement» peut aussi s'apparenter à une forme subtile de désinformation qui s'attaque au caractère de visibilité de la réaction à l'oppression: jeunes en bandes, occupation du temps et de l'espace décalée, rituel d'affrontement avec la police sont tout simplement niés. Nous retournons quinze ans en arrière lors des affrontements dans les années 70 des premiers «beurs» avec les représentants de l'ordre. A cette époque comme aujourd'hui il y avait une hausse des expulsions. Il s'organisa une résistance: protection des clandestins, rock against police. Cette époque signa la fin du giscardisme, annonça le démentèlement du gaullisme et l'avènement de la gauche... Si la

mémoire sociale collective est défaillante, il est important de la rétablir contre les révisionnistes de toutes sortes.

L'AMALGAME

Il existe une tendance à restreindre l'aspiration à l'expression, l'apparition de formes de pratiques sociales et culturelles nouvelles à sa partie spectaculaire et uniquement violente. «*Mais il faut tuer quelqu'un pour passer dans le journal ?*». La question est posée par un jeune rappeur des quartiers nord de Marseille. Réflexions significatives tellement le mode de vie et les aspirations de toute une frange de la population jeune est niée ou réduite dans un amalgame grossier. L'amalgame a visiblement pris puisque que le mot «tagger» appelle dans l'esprit de nombreuses personnes le mot de délinquant, le mot «rap» est considéré uniquement comme une musique heurtée et violente, l'organisation des bandes de jeunes est principalement vue sous un aspect délictueux... Pour ces raisons et bien d'autres, nous consacrerons un numéro spécial de la revue trimestrielle PEPS (Janv-mars 91) sur ce sujet en collaboration avec l'université de PARIS VIII (voir encadré). «*je ne suis pas marginal mais original*» dit un jeune rappeur. La créativité reste la meilleure manière d'affirmer son identité.

L'EXCLUSION

Il existe un no mansland de non droit, non-reconnaissance, non-appartenance, absence d'avenir appelant la révolte et la rage. «*On les a nommés «en fin de droit», il sont aussi en fin de chances. Notre société a une capacité d'exclusion d'autant plus grande que sa capacité d'intégration s'est accrue.*» (5) Or, depuis 81 nous avons connu un panel de mesures et de structures visant l'insertion (6). Si les événements de Vaulx en Velin ne signent pas obligatoirement leur échec global, ils ébranlent sérieusement le bien fondé d'une démarche qui prône «l'insertion à tout prix» sans prise en compte d'une lame de fond bouleversant la société.

Membres du gouvernement et de l'administration (M. Rocard «*ne pense qu'aux banlieues*», élus, travailleurs sociaux, tout le monde semble afficher la surprise et le visage atterré des lendemains difficiles. L'ampleur des réactions, le cortège de personnalités venues se déplacer à Vaulx, les gros titres dans les médias, tendraient à mesurer l'importance du décalage existant entre la représentation des décideurs-intervenants-observateurs et la place et le rôle effectif d'une frange importante de la population jeune. Cependant pour M Dauge (Délégué Interministériel) qui patronne les DSQ (Développement Social des Quartiers), Vaulx demeure «*Un accident et une étape difficile*». Il est en effet difficile de remettre en cause ce qui fut montré comme un modèle d'expérimentation de «l'insertion à la française» et dont Vaulx en Velin était un exemple «réussi». «*L'ensemble des dispositifs institutionnels liés au quartier sont nés massivement en 1980 sur les décombres et les échecs successifs de la puissance publique depuis les années 60*» (7). - «*Il faut regarder les choses en face*» affirme un élu politique. - «*Toi tu les regardes, nous on les vit*» rétorque une jeune de Neuilly sur marne (8). C'est bien ce «vécu» qui aujourd'hui s'affirme

comme base d'une identité face à la machinerie bureaucratique, la sclérose des fonctionnements inter-ministériels et inter-institutionnels (9). Ce «vécu» est lancé comme un défi, il serait criminel de ne pas le relever. «*A quoi sert de repeindre les murs s'ils emmurent la parole*» (10)? «*Ils pensent qu'un coup de pinceau va nous calmer*» (11).

CE QUE «INSERTION» POURRAIT DIRE

Parler d'insertion voudrait dire qu'une cohésion sociale nouvelle apparaît, offrant une large place au sentiment d'appartenance communautaire. Le groupe de rap IAM illustre à sa manière en inversant les regards l'apparition de ce sentiment: ils «*sont de la planète Mars*» (habitants de Marseille) (12). C'est leur territoire multi-culturel qu'ils ne peuvent ni désirer quitter, où ils se forgent une nouvelle identité. Mais «*il va falloir envahir la France car il y a déjà 25% de «français» chez eux*» (25% de votants au Front National). Aujourd'hui on appartient à un quartier, une ville et une culture avant d'être d'un pays. Il faut repenser la ville rétorque Roland CASTRO. Eternel aiguillon dans l'establishment, l'animateur de Banlieue 89 pense que la ville mérite bien un «*grand ministère et un budget équivalent à celui de la culture*». Parler d'insertion exigerait un développement économique partagé. Tandis qu'une partie de l'économie s'internationalise (on y parle nouvelle technologie, performance, marché mondial, stratégie de communication), une autre tombe en friche: c'est le monde parallèle des travaux précaires, des missions intérimaires, des stages en alternances et surtout du chômage. Une autre forme de développement est à trouver où la priorité se dirigerait vers les exclus du système d'intégration, en particulier le système scolaire. «*Si le Clémenceau tombait en panne, on débloquerait tout de suite des fonds pour le réparer*» (13). Il serait nécessaire enfin de réinventer la notion de développement dans les pays dit «développés» où la place du social et du culturel serait importante. Parler d'insertion demanderait à ce que les valeurs d'égalité, de justice, de solidarité soient réellement considérées par tous comme des valeurs communes. Les beurs des années 80 ont défilé pour l'égalité, ceux des années 90 continuent à crier justice pour leurs camarades tués mais ces valeurs ne sont toujours pas incarnées (14).

CITOYEN

Une nouvelle solidarité reste à construire où professionnels et non-professionnels s'engagent dans la durée pour restaurer et promouvoir les différentes formes d'expression et de participation à la vie sociale, politique, économique ainsi que la reconnaissance de la place et rôle des jeunes. C'est dans tous les cas, sur ces bases communes, que peut être évité l'éclatement et la violence sans pour autant gommer l'aspect conflictuel de tous rapports sociaux. Sans jouer les prédicateurs, nous avions perçu à PEPS l'urgence d'un dialogue entre les différents acteurs dans les quartiers, la reconnaissance des expressions culturelles et artistiques des jeunes, la nécessité de former des réseaux garantissant de nouveaux relais démocratiques. Ce fut l'objet de la Rencontre Nationale Banlieue Cent Visages qui a réuni 200 personnes le 9-10 mars 1990 à Longjumeau et avait pour but d'affirmer un lien solidaire, une appartenance réciproque (15). Plus d'un an après le fameux bi-centenaire qui voulu présenter la vitrine mondiale de la citoyenneté, il est temps qu'elle s'inscrive dans les faits.

Hugues BAZIN

NOTES

- (1) Commentaire d'un jeune de Vaulx en Velin
- (2) Thomas Claudio, 21 ans, s'est tué après que son ami, Laurent Asseville, 20 ans, a perdu le contrôle de la Honda 1000 cc, sur laquelle avaient pris place les deux jeunes gens qui, selon le parquet, ne portaient pas de casque. Le conducteur qui, toujours selon le parquet, n'était pas titulaire du permis de conduire, aurait paniqué en apercevant une voiture de police et perdu le contrôle de son engin. Mais forts du témoignage d'un automobiliste qui suivait la moto, les amis de la victime relayés par les jeunes du quartier, accusent les policiers d'avoir provoqué la chute de la moto en lui barrant la route. Une version confirmée par le conducteur de la moto qui venait d'être libéré le 8 octobre - Une information judiciaire pour «homicide involontaire» est ouverte le 7 octobre par le procureur de la république de Lyon
- (3) thèse du «complot» savamment distillée par les autorités préfectorales du Rhône: le «milieu» aurait «orchestré» les pillages du début de la semaine du 8 octobre et «manipulé» la jeunesse
- (4) Un seul manifestant a été arrêté sur une commune différente de son lieu de résidence le 6 et 7 octobre. Par contre des hommes casqués ou cagoulés, munis de manches de pioche et de matraques, circulant dans une quinzaine de voitures privées se sont révélés être des membres de la sûreté urbaine. «Ils ont dépassé les bornes de la légalité estimant d'autres policiers»
- (5) Alain Touraine, sociologue
- (6) Développement Social des Quartiers, Zones d'Education Prioritaires, Missions locales, Permanences d'Accueil d'Information et d'Orientations, Crédit Formation et Revenu Minimum d'Insertion.
- (7) Jean-François LAE, Sociologue,
- (8) Dialogue suite au meurtre de Khemissi KAPAR, 19 ans le 4 octobre dans le quartier des Fauvettes à Neuilly Sur Marne
- (9) Description des freins mis sur la route de MM Delebarre (Ministre de l'Équipement) et Besson (Ministre délégué au logement) pour promouvoir une loi «anti-ghetto (nouvelle répartition des logements sociaux): enchevêtrement des législations et réglementations, intérêts particuliers des communes avec leur indépendance sourcilieuse confortée par la décentralisation, hostilité viscérale du ministre de l'économie et des finances à toutes dépenses supplémentaires, légitime ambition des propriétaires du sol de ne pas être les victimes de projets généreux...
- (10) Tewwlik Fares, Réalisateur
- (11) Jeune de Vaulx
- (12) et à Vaulx les jeunes s'appellent des Zupiens (habitants de la Zup)
- (13) propos d'une jeune participante au mouvement lycéen
- (14) Le procureur général de Lyon réclamait à l'avance des réquisitions les plus fermes contre les manifestants de Vaulx. Trois jours après les événements, les assises du Rhône ont jugé le 9 octobre le chauffeur de taxi meurtrier d'un jeune beur. Le verdict est tombé: circonstance atténuantes, 4 ans avec sursis-
- (15) voir aussi le numéro spécial de PEPS «Banlieue Cent Visages», No 28, Mars-Avril 89

Sources journalistiques: Le Monde du 9,11,16,17,18 et 19 octobre, Libération du 9,10,12,14,15 et 17 octobre, M6 Rapline du 20 octobre, TF1 Ciel mon mardi du 16 octobre

LA CULTURE URBAINE DES JEUNES

Aucune capitale occidentale n'échappe aujourd'hui à la prolifération des tags ou fresques murales avec des bombes aérosols, ou avec des feutres. Pour certain, il ne s'agit que des gribouillis sans importance, pour les autres, le tag peut constituer la première étape d'une démarche artistique. Le terme HIP-HOP désigne cette culture populaire, née et développée dans les ghettos américains à forte concentration d'immigrés (en majorité noirs). Ce mouvement culturel est composé de plusieurs courants: le tag, le graffiti, le free-danse, le break-danse, le smurf, le double dutch, rub à dub, le rayamuffin, le rap et le bouse... En banlieues parisiennes, nous rencontrons des jeunes qui adhèrent à ce mouvement. A tort ou à raison, nous les appelons «ZULUS». Mais qui sont-ils vraiment? Face à l'amalgème que certain médias volontairement ou involontairement font de la «zulumania», il nous semble important d'ouvrir un numéro spécial sur ces jeunes, sur cette nouvelle culture et sur la réaction des décideurs sociaux face à ce phénomène social qui ne cesse d'accroître. Ces jeunes participeront activement à la réalisation de ce numéro.

Damien MABIALA

REVOLTE DE VAULX EN VELIN

Communiqué Mémoire Fertile

La colère de ces jeunes est pleinement justifiée. Elle est le lent résultat d'une implacable logique d'exclusion sociale, économique, politique et culturelle des défavorisés de ce pays parmi lesquels les populations issues de l'immigration et en particulier les jeunes ont joué le rôle de révélateur.

La révolte de la banlieue lyonnaise était prévisible et en annonce d'autres. Elle vient démentir de la façon la plus nette tous les discours politiques sur «l'intégration» dont paradoxalement les seules décisions concrètes prises ont été :

- le renoncement au droit de vote des immigrés, laissant entendre qu'une «intégration» était possible sans égalité des droits.

- la multiplication des cas victimes de la double peine (prison + expulsion)

- la remise en cause du droit à toute spécificité culturelle par la désignation à la vindicte populaire, au nom d'une laïcité musclée, de quelques gamines portant un foulard à l'école, et à travers elles de toute une communauté.

- une chasse hypocrite aux «clandestins» au nom de ce que «la France ne peut accueillir toute la misère du monde».

- La remise en cause du droit d'asile pour les demandeurs originaires des pays du Sud quand dans le même temps, on organise la venue de milliers de réfugiés est-européens.

Toutes ces décisions n'ont fait que renforcer le désespoir, le sentiment d'abandon et d'injustice, de milliers de citoyens, dont la précarité et l'exclusion se sont accrues. Dans ces conditions, les mesures tardives et parcelaires visant un «développement social des quartiers» ne peuvent avoir d'autres résultats qu'une gestion momentanée de la misère, parce qu'il ne suffit nullement de réparer les ascenseurs.

C'est une politique courageuse de rupture avec l'exclusion qui est devenue urgente et indispensable. La jeunesse, les citoyens, ont besoin de mesures concrètes et immédiates.

Pour commencer, nous exigeons que toute la lumière soit faite sur les derniers événements, que tous les procès laxistes de criminels racistes et/ou sécuritaires soient revus, et que la justice devienne juste.

Sans réelle citoyenneté, sans réelle garantie d'emploi, logement, d'éducation, de droits politiques, ... d'autres révoltes, d'autres incendies sont inévitables.

La révolte de Vaulx en Velin est, quoi qu'en pensent certains, un message ultime des jeunes qui n'ont pas encore perdu toute dignité et toute volonté d'être respectés, bref d'être des citoyens à part entière. C'est d'abord ainsi que doit être compris cette révolte.

A LIRE

LE RAP OU LA FUREUR DE DIRE

Ce livre digne d'intérêt donne une vue très exhaustive du rap; raconte l'origine du rap en présentant les thèmes favoris des rappeurs. Les auteurs combinent ainsi le vide qui existait à ce sujet en langue française. Le RAP OU LA FUREUR DE DIRE par Georges LAPASSADE et Philippe ROUSSELET, 128 pages, édition Loris Talmat, Paris, octobre 1990.

LES AMIS DE PASCAL

Dans notre dernier bulletin (septembre 90) nous avions publié un texte de soutien à Pascal NUSSBAUM malade du SIDA et emprisonné à la maison d'arrêt de la santé. Il nous répond par ce courrier.

«*Bonjour à vous.*

Je vous remercie d'avoir publié la lettre appelant à me soutenir, je ne serais vous dire à quel point je suis touché par votre soutien, et je suis persuadé que grâce à vous et votre journal plus de gens encore vont venir grossir le comité de soutien qui c'est crée et qu'avec lui je pourrais obtenir ma libération prochaine».

Pascal NUSSBAUM
239568A.1.209
42 rue de la Santé
75014 PARIS

DROIT DE VOTE

Aujourd'hui, le comité national de parrainage comprend plus d'une centaine de signataires de personnalités des comités de parrainage se sont multipliés.

Une rencontre nationale des collectifs locaux aura lieu le 12 Janvier 1991 à Paris au siège de la LDH.

Des initiatives auprès des pouvoirs publics sont prévues.

1) Une audience a été demandée au Président de la République

2) D'autre part plusieurs Maires ont pris en Juin l'initiative de regrouper les communes qui créent des conseils municipaux étrangers associés.

Cette association des villes pour une nouvelle citoyenneté se donne pour buts d'oeuvrer pour que les résidents étrangers en situation régulière puissent devenir électeurs et éligibles aux prochaines élections municipales de 1995.

Les communes des Ullis, de Longjumeau et de Vendœuvre ont annoncé dans ce cadre qu'elles procéderaient en même temps; en Novembre à l'élection de conseillers associés.

Le collectif «J'y suis, j'y vote» se tiendra naturellement en liaison étroite avec cette association afin d'assurer la meilleure coordination possible entre ces initiatives.

LDH: 27 rue Dolent
75014 PARIS
Tél: 47.07.56.35

CONDITIONS:

Numéro : 30 Frs (port payé)

Cassette vidéo "Banlieue Cent Visages": 150 Frs (+ 20 Frs de port)

Abonnements (en Frs)	Individuel	Institutionnel	Soutien
1. couplés (2+3)	180	250	320
2. trimestriel PEPS	160	230	300
3. mensuel PEPS-Info	60	130	200

A retourner à PEPS - 8 impasse des Trois Soeurs - 75011 PARIS

Nom/Prénom	_____
Adresse	_____
Je désire m'abonner (type 1,2, ou 3) type:	pour une somme de: _____ Frs
Je commande les Numéros suivants:	_____ Frs
Je commande la vidéo "Banlieue Cent Visages":	_____ Frs
(Chèque à l'ordre de PEPS)	TOTAL: _____ Frs

LES DOSSIERS DE PEPS

NUMEROS SIMPLES

- No 10: ... NUMERO SPECIAL SUR LES MUTATIONS DANS LE TRAVAIL SOCIAL. Assistants Sociaux, Educateurs, Animateurs et Formateurs ont écrit sur l'Avenir du social
- No 11: ... LES ELUS FACE AU SOCIAL: CONCURRENTS OU PARTENAIRES ? Travail Social en Inde et en France. Justice et secret professionnel
- No 12: ... SYNDICATS, ASSOCIATIONS: REPONSES FACE AUX MUTATIONS DU SOCIAL ? L'insertion douce. Quel avenir pour la déssectorisation ? Militants ou Fonctionnaires ?
- No 13: ... POLITIQUE SOCIALE ENVERS LES IMMIGRES: A PARIS LES TRAVAILLEURS SOCIAUX SE MOBILISENT. Du centre d'accueil et d'orientation au placement familial. Réflexion éducative en milieu ouvert
- No 14: ... TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU PSYCHIATRIQUE. Educateur: le métier fou, le métier doux. L'Epargne morale: nouvel outil du travail social
- No 17: ... PARTIS POLITIQUES ET TRAVAIL SOCIAL. Banlieues 89, des réponses de R. Castro. Rapports Psychologues-travailleurs sociaux
- No 19: ... SOYONS CREATIF ! Insertion par l'économique ? L'avenir de l'Education Surveillée. Centres de Loisirs en milieu ouvert
- No 20: ... TRAVAIL SOCIAL ET TRAVAIL POUR LA PAIX. Formation en marketing social. Travailleurs sociaux acadiens. L'image de l'AS en entreprise
- No 21: ... LES FORMATIONS INITIALES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX. Approches de la toxicomanie. Les régies de quartier. La formation des Travailleurs sociaux.
- No 22: ... LE DEVELOPPEMENT SOCIAL EN MILIEU RURAL. Travail en milieu psychiatrique. Service Social et réhabilitation. Assistantes sociales sanctionnées à Paris
- No 23: ... LE CODE DE LA NATIONALITE. Réseaux en travail social. L'aide alimentaire à Los Angeles. Réforme du diplôme d'assistante sociale
- No 25: ... TRAVAIL SOCIAL ET RESEAUX. Répression de travailleurs sociaux au Chili. Insertion et emploi. La sécurité sociale en question.
- No 27: ... FORUM SUR LE R.M.I. Enfance en Danger
- No 29: ... REUSSITE SCOLAIRE. Formation des travailleurs sociaux en Grèce. Le secret professionnel. Accompagnement social en milieu carcéral.
- No 31: ... MALAISE DANS LE TRAVAIL SOCIAL. La vidéo sociale. Vaise et travail social. Critiques culturelles

NUMEROS SPECIAUX INTER-ASSOCIATIFS

- No 15/16: A PROPOS... DE NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES ET ECONOMIQUES. Chomage et Economie Sociale. Autre regard pour la relation Educative. Travailleurs Sociaux, Acteurs de l'Avenir du Social.
- No 24: ... QUE DITES VOUS APRES AVOIR DIT TOXICOMANIE ? Des travailleurs sociaux et chercheurs s'expriment, mettent à la disposition du lecteur des éléments théoriques et pratiques.
- No 26: ... LIBERER LES IDEES POUR SORTIR DES PRISONS. Travailleurs sociaux et chercheurs s'interrogent sur les «pratiques prisonnières» et les effets de la prison.
- No 28: ... BANLIEUE CENT VISAGES. Présentation d'actions menées par des jeunes dans des quartiers, analyse des politiques locales. Une cassette vidéo retrace les temps forts de la Rencontre Banlieue Cent Visages (VHS, 35 mn)
- No 30: ... TRAVAIL SOCIAL ET BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION. Révolution et droits de l'homme. Révolution et institutions. Révolution et minorités.



Novembre 1990

Chères lectrices, chers lecteurs,

Sans doute nos plus fidèles compagnons de route, abonnés et sympathisants de l'association P.E.P.S. vont pouvoir se réjouir de la reparution dans quelques jours de la revue PEPS devenue trimestrielle (1). Entre les parutions de la revue, le bulletin mensuel PEPS-info continuera à offrir un lien direct avec l'actualité sociale. Il prend son autonomie avec son directeur de publication: Raymond Curie.

La fragilité de notre situation financière représente le prix à payer pour notre indépendance. Votre soutien (2) pour cette nouvelle reprise constitue la principale garantie de notre identité associative:

- l'originalité des regards et analyses portés sur les phénomènes de société,*
- la prise de parole possible pour tous les acteurs sociaux,*
- la mise en valeur des pratiques solidaires, innovantes, engagées, des travailleurs sociaux.*

A l'heure où

- la rue est investie par les jeunes,*
- une nouvelle culture urbaine éclate sur les murs de la Cité,*
- des exclusions de toutes formes se développent (scolarité, emploi, logement, santé,...);*

- les institutions sociales et éducatives sont amenées à évoluer profondément,*
- une nouvelle citoyenneté cherche à imposer sa spécificité face à une crise d'identité nationale,*
- des supports de réflexion et de diffusion des idées, sont nécessaires à tous ceux qui bougent dans le social.*

L'association PEPS, nous le croyons, constitue un moyen pertinent. Elle est au coeur des débats d'actualité, présente quand les réseaux se tissent.

Avec les publications, l'année 91 s'ouvrira, sur des projets diversifiés (formation, rencontre-débat, collaboration universitaire,...). Nous étendrons nos contacts (depuis quelques mois déjà un collectif PEPS à Montpellier(3) complète celui de Paris).

Le Collectif

(1) Le contenu des deux prochains numéros est présenté au verso, l'abonnement reprend au No 35

(2) Envoyez nous des textes, faites nous part de vos suggestions, provoquez au moins un abonnement (personne de votre entourage, une association, une institution), diffusez les informations...

(3) Contact: Jean Michel KELLERN au 67 58 68 65

4ème trimestre 1990 (1)

INSERTION PROFESSIONNELLE DES HANDICAPES ET TRAVAIL SOCIAL

Le travail demeure la voie la plus sûre pour participer à la vie sociale. Dans le débat sur l'insertion professionnelle, l'handicapé est trop souvent perçu au travers de ses déficits et de ses dépendances.

La personne handicapée est un **TRAVAILLEUR** doué de capacités qui sont trop souvent délaissées. Dépasser les résistances et offrir des «garanties», tant aux employeurs qu'aux handicapés eux mêmes devrait permettre et faciliter l'accès à des emplois nouveaux.

L'intégration professionnelle passe nécessairement par un soutien différencié auprès des travailleurs handicapés. Les travailleurs sociaux ont un rôle majeur à jouer; ce sont sur eux, en grande partie, que repose le processus d'intégration. L'aide et le soutien qu'ils apportent, leur travail de **MEDIATION** et de conception de projet, participent activement à l'insertion professionnelle des handicapés.

Notre dossier ne prétend pas à être exhaustif. Nous avons voulu rendre compte, au travers de la pratique des travailleurs sociaux un certain état des lieux.

En s'interrogeant sur le phénomène de **DESIGNATION** de l'handicap dans le parcours scolaire, nous analyserons la législation en vigueur sur le droit à l'emploi des personnes handicapées.

Nous aborderons plus particulièrement la réalité de l'insertion professionnelle des sourds, des aveugles, des handicapés physiques et des malades mentaux.

Analyses, enquêtes, témoignages et interview de travailleurs sociaux permettront d'apporter un regard original sur l'insertion professionnelle des handicapés.

1er trimestre 1991

CULTURE JEUNE ET TRAVAIL SOCIAL

Nous chercherons à préciser de façon approfondie les caractéristiques de la culture urbaine des jeunes, la **TRANSFORMATION** qui s'opère de l'apparition d'un phénomène social (nation Zoulou, culture Hip Hop) à l'émergence de pratiques culturelles et sociales effectives.

Plus particulièrement, nous centrerons notre réflexion sur le **RAPPORT** entre l'affirmation d'une identité, la référence à une appartenance communautaire et la crise d'identité et d'appartenance nationale.

Nous porterons un regard appuyé sur l'**EXCLUSION** qui touche une frange importante de la population jeune, les formes d'occupation par cette population d'un no mans land caractérisant l'échec des politiques d'insertion et d'intégration.

Dans ce contexte nous analyserons la **PLACE** des travailleurs sociaux. De façon constructive nous désirons dégager de nouvelles perspectives impliquant un travail social porteur d'espérance. Un travail social sachant renouveler la notion de «modernité» en s'appuyant sur ces nouvelles formes naissantes de solidarité.

Des jeunes prendront une part active à l'élaboration de ce dossier sous la forme d'écrits, témoignages, graphes... Des chercheurs et universitaires joindront les éléments théoriques au débat. Les travailleurs sociaux parleront de l'évolution de leurs pratiques.